

**ACCIDENTS DE LA
ROUTE, À MÉDÉA**

**78 morts et
2 411 blessés
en 2014**

Un lourd bilan qu'est celui établi par la direction de la Protection civile de Médéa relatif aux accidents de la route recensés pendant l'année écoulée. Les chiffres sont là pour dire que c'est une véritable tragédie. Pas moins de 78 personnes ont payé de leur vie les conséquences de ces drames de la route alors que 2 411 autres ont été blessées dans la plupart des cas grièvement. Certaines ont été handicapées à vie ! Ainsi, le réseau routier du territoire de la wilaya de Médéa aura été le théâtre de 2 043 accidents survenus au niveau des différentes routes nationales mais la RN1 s'est avérée la plus dangereuse. Statistiquement parlant, un accident survient toutes les 4 heures; soit 6 accidents par jour et une moyenne de 7 victimes par accident (entre morts et blessés).

D'autre part, et selon la cellule de communication de la Protection civile de Médéa, la période la plus meurtrière aura été celle du mois du jeûne. En effet, 12 personnes sont décédées alors que 341 autres ont été blessées dans 266 accidents. Des catastrophes qui ont été constatées pour la majorité d'entre elles sur les routes nationales. Malheureusement et comme chaque fois, l'homme est «indétrônable» il reste le premier responsable de ces tragédies. Premier responsable par le non-respect du code de la route, par les dépassements dangereux, par l'utilisation du téléphone portable pendant la conduite mais beaucoup plus par l'excès de vitesse et le manque de vigilance du piéton. D'autre part, l'état des véhicules et celui des routes font beaucoup dans la problématique. Dans ce sens justement, on estime que 87% des accidents surviennent sur les routes nationales, la RN1 se réservant la part du loup avec 75%.

Cette situation devient de plus en plus critique et une recrudescence de ce fléau est constatée et confirmée par les chiffres qui affichent dans un bilan comparatif à celui de la même période de l'année 2013, une augmentation de 24%, 20% et 7% concernant respectivement le nombre d'accidents, le nombre de personnes blessées et le nombre de décès.

M. L.

AÏN-TÉMOUCHENT

Plus de 11 000 analphabètes recensés

La journée arabe de lutte contre l'analphabétisme qui coïncide avec le 5 janvier de chaque année a célébré sa journée avec le souhait de réduire cette frange d'analphabètes qui représente un taux de 20% de la population de la wilaya de Aïn-Témouchent, selon les dernières statistiques.

Pour réussir cette tâche, les responsables en charge ne lésinent pas sur les moyens pour réunir toutes les conditions adéquates.

Ainsi 11 362 personnes dont la majorité est de sexe féminin, fréquentent les 476 classes mises à leur disposition pour la lutte contre l'analphabétisme à travers le territoire de la wilaya. Selon M. Mezouar Redouane, directeur de l'annexe nationale de lutte contre l'analphabétisme

et l'enseignement des adultes, la majorité des apprenants sont de la gent féminine avec un total de 8 010 personnes, 70 classes sont implantées dans les zones rurales encadrées par plus de 300 enseignants.

L'occasion de cette journée a été saisie par l'association Iqraâ de lutte contre l'analphabétisme pour organiser des expositions à l'école Harchaoui-Mohamed ainsi qu'à son siège situé à la cité Sidi-Saïd au chef-lieu de wilaya,

expositions qui se dérouleront jusqu'à demain, sous le thème de la lutte contre l'analphabétisme, seul moyen d'avoir une culture arabe moderne selon le président de l'association Benzina Ali qui dira que les associations et la société civile doivent s'impliquer dans les stratégies de lutte contre l'analphabétisme.

Hadja Hamdad, âgée de 70 ans, a défié toutes les entraves pour le savoir, elle a réussi à apprendre à lire et à écrire grâce à sa volonté et à l'encouragement de ses enfants ainsi qu'à l'aide de l'association Iqraâ.

Cette septuagénaire dira qu'elle a appris de nombreuses sourates du Saint Coran alors

qu'elle ne lisait dans ses prières quotidiennes que la sourat d'El Fatiha, elle ajoutera qu'elle a hésité longtemps avant de s'inscrire dans les classes de lutte contre l'analphabétisme alors que maintenant, c'est elle qui encourage les apprenants et apprenantes à entrer dans ces écoles afin de goûter à la saveur de la lecture et du livre.

Elle conclura que l'inscription à ces écoles ne nécessite que deux photos et une photocopie de la carte nationale d'identité. Elle a réussi à arracher son diplôme d'enseignement de base, elle espère encourager d'autres apprenants à faire de même.

S. B.

MILIANA

**Des prix décernés aux commerces
les mieux entretenus**

Mercredi dernier, l'APC de Miliana a organisé au siège de la mairie une cérémonie en l'honneur des commerçants de la ville pour les féliciter des efforts accomplis dans l'entretien de leurs commerces tant au niveau de la propreté des lieux que de l'achalandage et de l'étalage des produits exposés à la vente.

C'est sur la base du rapport de la commission d'hygiène de l'APC, très active, à noter au passage, que quelque 12 commerçants ont reçu des élus, des prix symboliques pour les encourager à poursuivre ces efforts d'une part et à créer une certaine émulation entre les commerçants au bénéfice du citoyen.

La rencontre à laquelle ont

pris part entre autres les élus et quelque 80 commerçants, s'est déroulée dans une ambiance très conviviale, il faut le dire.

Puisse cette initiative se voir étendue à toutes les communes, le citoyen ne pourra que s'en féliciter. Hélas, dans un grand nombre de communes les commissions d'hygiène qui ont la responsabilité de protéger le

consommateur contre toutes les dérives de certains individus qui ne s'embarrassent pas de préjugés ni de moralité, ces commissions brillent par leur insouciance et leur absence et sont comme non concernées par les missions qui leur sont confiées, malheureusement.

En effet, dans des villes comme Khemis Milana, El Attaf et El Abadia, entre autres, tout est permis, de l'abattage de la volaille en public et le rejet dans la nature des déchets, en passant par ces charlatans qui vendent leurs poisons, «qui guérissent tous les maux» sur les

places publiques, au vu et au su de tous, l'amoncellement quotidien des déchets des commerçants sur les trottoirs, les fast-food qui opèrent dans le déni total des règles d'hygiène les plus élémentaires et la liste est longue..

Certes, ces tâches immenses n'incombent pas uniquement à ces commissions, mais aussi à l'ensemble des services concernés qui doivent s'impliquer dans la lutte contre la délinquance commerciale au détriment du consommateur.

Karim O.

MOSTAGANEM : SAISIE DE 916 COMPRIMÉS PSYCHOTROPES

**Un pharmacien à Aïn Tedlès en serait
le principal fournisseur**

Le phénomène de la consommation illégale de psychotropes ne cesse de prendre de l'ampleur, surtout dans le milieu des jeunes. La procuration de ces produits hallucinogènes auprès des officines est facile et la complicité de certains pharmaciens n'a fait qu'aggraver ce problème.

Une importante quantité de psychotropes, soit 916 comprimés, a été récupérée au cours de 2 opérations par la brigade de lutte contre la drogue et les stupéfiants. Une descente policière

au niveau d'une boutique de vente de produits cosmétiques dans une galerie marchande à Mazagran a permis de mettre la main sur 16 comprimés de marque Tranxène 10 mg et d'in-

terpeller deux personnes âgées de 30 et 38 ans.

Durant leur garde à vue, les deux trafiquants sont passés à table pour dénoncer leur acolyte qui réside dans le quartier chaud d'El Houria à Mostaganem.

La perquisition dans son domicile a permis de découvrir 890 comprimés de la même marque, une importante somme d'argent, des portables et des

armes prohibées. Ce dealer dénonça à son tour son principal fournisseur, un pharmacien opérant dans la commune de Aïn Tedlès.

Présentés jeudi dernier devant le magistrat instructeur tous les mis en cause ont été écroués hormis le pharmacien qui a été mis sous contrôle judiciaire.

A. B.

ORAN

Début de la campagne de sensibilisation contre la consommation de chicha

Même si pour l'heure il n'y a pas d'arrêté de wilaya interdisant l'usage de la chicha (narguilé) sous peine de fermeture de tout salon de café ou restaurant réfractaire, une campagne de sensibilisation et de contrôle a débuté aujourd'hui à Oran à l'initiative de la Direction de la santé et de la population (DSP) d'Oran.

Pas moins de 44 lieux entre restaurants, salons de thé et même des clubs spécialement ouverts pour proposer la consommation de la chicha, feront l'objet d'un contrôle plus ou moins sous

forme de sensibilisation. Un rappel de la mesure du 29 septembre 2001 interdisant de fumer dans les lieux public fera office de base à ce contrôle. La chicha devrait entrer également dans ce cadre une

bouffée de fumé équivaut, disent les spécialistes de la santé à un paquet de cigarette. Pour l'heure aucune mesure de fermeture ne sera signifiée aux lieux où est commercialisée la chicha, toutefois d'autres contrôles seront par la suite effectués inopinément, et c'est à partir de là qu'il y a risque de se voir signifier un arrêté de fermeture.

Jusque-là considéré comme la pratique en vogue chez les jeunes

mais surtout chez la gent féminine, tous devront réfléchir à deux fois avant d'aspirer cette fumée aux multiples goûts et saveurs. Des spécialistes tirent la sonnette d'alarme depuis quelques années déjà, notamment sur le fait que la quantité de monoxyde de carbone expiré à la fin d'une chicha équivaut à celle observée lors de la consommation de deux paquets de cigarettes.

Toutefois, aucun arrêté interdi-

sant la commercialisation de la chicha n'a été rendu officiellement, cette campagne se base donc essentiellement sur la réglementation interdisant de fumer dans les lieux publics. Interdire la chicha dans les lieux publics lui ôtera «tout le charme et le confort», elle ne peut se faire à l'extérieur, même si cela est possible. Une manière de dissuader les consommateurs.

A. B.